



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Groupe AXA-UAP

Question au Gouvernement n° 1959

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Claude Bartolone.

M. Claude Bartolone. A peine installé dans son nouveau fauteuil de responsable d'AXA et de l'UAP, M. Bebear, hier soir en direct sur France 2, n'y a pas été de main morte ! Il a annoncé le prochain objectif de son groupe : transformer la solidarité en rentabilité, en finir avec la sécurité sociale pour augmenter les profits de ses actionnaires.

Sa vision est simple : à l'État, une couverture minimale pour les plus pauvres, aux assurances privées tout ce qui est rentable. Monsieur le ministre du travail et des affaires sociales, vous le savez, cette vision qui affaiblit un des socles de notre République n'est pas la nôtre. Pour autant, M. Bebear semble attendre du Gouvernement une privatisation à moyen terme de la sécurité sociale. Vous vous devez de réagir à de tels propos !

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances..

(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Christian Bataille. Voilà le Suisse !

M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, l'actualité hier c'était l'annonce, par AXA et UAP, du projet de rapprochement de ces deux groupes pour en faire le premier groupe d'assurance mondiale et le deuxième groupe en matière de gestion d'actifs. C'est ce qui est important et nous devrions rendre hommage à un tel projet pour au moins trois raisons.

Premièrement, il témoigne de la capacité et de la volonté des entreprises françaises de participer à la compétition mondiale avec les meilleurs atouts.

Deuxièmement, les responsables de ce projet ont fait connaître leur volonté de maintenir dans son intégrité l'emploi en France. Voilà qui doit nous donner satisfaction.

M. Christian Bataille. Ce n'est pas la question !

M. le ministre de l'économie et des finances. Troisièmement, à une heure où la mondialisation inquiète tant et tant de nos compatriotes...

M. Christian Bataille. Vous êtes sourd !

M. le ministre de l'économie et des finances. ... nous avons là le témoignage de la capacité de la France à participer à la compétition mondiale. Voilà qui est important. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

S'agissant du dénouement de cette opération, croyez bien, monsieur le député, qu'en ce qui me concerne je veillerai à ce que la réglementation en matière d'assurances soit respectée.

Pour le reste, voulez-vous bien, monsieur le député, prendre en considération tout simplement la volonté qui anime le Gouvernement de préserver notre système de protection sociale ?

M. Christian Bataille. Ce n'est pas la question !

M. le ministre de l'économie et des finances. Ne vous abusez pas avec des considérations qui n'ont rien à voir avec la fusion si utile, si prometteuse, des groupes UAP et AXA. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. Christian Bataille. Le Gouvernement ne répond pas aux questions !

M. Charles Ehrmann. Vous n'avez pas écouté, monsieur Bataille !

M. le président. Nous en venons à une question du groupe communiste.

PRIVATISATION DE THOMSON

Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Claude Bartolone.

M. Claude Bartolone. A peine installé dans son nouveau fauteuil de responsable d'AXA et de l'UAP, M. Bebear, hier soir en direct sur France 2, n'y a pas été de main morte ! Il a annoncé le prochain objectif de son groupe: transformer la solidarité en rentabilité, en finir avec la sécurité sociale pour augmenter les profits de ses actionnaires.

Sa vision est simple: à l'Etat, une couverture minimale pour les plus pauvres, aux assurances privées tout ce qui est rentable. Monsieur le ministre du travail et des affaires sociales, vous le savez, cette vision qui affaiblit un des socles de notre République n'est pas la nôtre. Pour autant, M. Bebear semble attendre du Gouvernement une privatisation à moyen terme de la sécurité sociale. Vous vous devez de réagir à de tels propos !

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le president. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances..

(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Christian Bataille. Voilà le Suisse !

M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, l'actualité hier c'était l'annonce, par AXA et UAP, du projet de rapprochement de ces deux groupes pour en faire le premier groupe d'assurance mondiale et le deuxième groupe en matière de gestion d'actifs. C'est ce qui est important et nous devrions rendre hommage à un tel projet pour au moins trois raisons.

Premièrement, il témoigne de la capacité et de la volonté des entreprises françaises de participer à la compétition mondiale avec les meilleurs atouts.

Deuxièmement, les responsables de ce projet ont fait connaître leur volonté de maintenir dans son intégrité l'emploi en France. Voilà qui doit nous donner satisfaction.

M. Christian Bataille. Ce n'est pas la question !

M. le ministre de l'économie et des finances. Troisièmement, à une heure où la mondialisation inquiète tant et tant de nos compatriotes...

M. Christian Bataille. Vous êtes sourd !

M. le ministre de l'économie et des finances. ... nous avons là le témoignage de la capacité de la France à participer à la compétition mondiale. Voilà qui est important. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

S'agissant du dénouement de cette opération, croyez bien, monsieur le député, qu'en ce qui me concerne je veillerai à ce que la réglementation en matière d'assurances soit respectée.

Pour le reste, voulez-vous bien, monsieur le député, prendre en considération tout simplement la volonté qui anime le Gouvernement de préserver notre système de protection sociale ?

M. Christian Bataille. Ce n'est pas la question !

M. le ministre de l'économie et des finances. Ne vous abusez pas avec des considérations qui n'ont rien à voir avec la fusion si utile, si prometteuse, des groupes UAP et AXA. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. Christian Bataille. Le Gouvernement ne répond pas aux questions !

M. Charles Ehrmann. Vous n'avez pas écouté, monsieur Bataille !

M. le president. Nous en venons à une question du groupe communiste.

PRIVATISATION DE THOMSON

Données clés

Auteur : [M. Bartolone Claude](#)

Circonscription : - SOC

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1959

Rubrique : Assurances

Ministère interrogé : économie et finances

Ministère attributaire : économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 novembre 1996, page 6872

Réponse publiée le : 14 novembre 1996, page 6872

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 novembre 1996